

PROGRAMME

2027

TND



— POUR UNE FRANCE —

FORTE ET SOUVERAINE

INTRODUCTION

NOTRE COMBAT

Chères Françaises, chers Français,

Le programme que vous vous apprêtez à découvrir est le fruit d'une conviction profonde : celle que notre pays peut et doit redevenir fort, souverain et fier de son identité.

Face aux défis immenses de notre époque — crise de la sécurité, perte de souveraineté, tensions sociales, menaces économiques et écologiques — nous refusons la résignation.

Ce document ne se contente pas d'énumérer des mesures. Il porte une vision claire : celle d'une France capable de défendre ses frontières, de protéger ses citoyens, de garantir la justice et de rendre à chacun la dignité du travail et l'espérance d'un avenir prospère.

Nous avons la volonté de restaurer l'autorité de l'État, de redonner leur place aux valeurs fondamentales qui ont fait notre nation et de refonder nos institutions pour qu'elles servent enfin l'intérêt du peuple.

Nous croyons en une économie qui récompense l'effort et préserve notre indépendance. Nous croyons en une société unie, où la sécurité et la justice ne sont plus des promesses mais des réalités.

Ce programme est un appel à la lucidité et au courage. Il est destiné à tous ceux qui partagent cette exigence : celle d'un redressement national ambitieux et sans compromis.

À travers ces pages, nous vous invitons à découvrir nos propositions et à rejoindre un projet commun : refonder la France pour qu'elle redevienne puissante, respectée et libre.

Pour une France forte et souveraine.

Ulysse Marchal

**Le programme
sera mis à jour prochainement.**



DEFENSE



La défense nationale est le fondement de notre souveraineté et de notre sécurité collective. Le parti TND s'engage à redonner à la France les moyens de se protéger sans dépendance extérieure.

Nous voulons bâtir une industrie militaire autonome, renforcer nos forces armées et moderniser nos infrastructures stratégiques. Le service militaire obligatoire et la Garde nationale de volontaires incarneront l'unité et la préparation de notre peuple face aux crises.

Sous l'autorité directe du TND, ces mesures feront de la France une nation forte, prête à défendre ses intérêts et ses citoyens partout et en toutes circonstances.



Les grandes questions de notre temps ne seront pas résolues par des discours et des votes... mais par le fer et par le sang.

Bismarck

NOTRE PLAN

POUR LA DEFENSE DE NOTRE NATION

- ◆ **Création d'une industrie militaire nationale autonome**, limitation de l'achat d'armes étrangères.
- ◆ **Renforcer la présence de l'État dans les zones sensibles** avec plus de forces armées si nécessaire, davantage de rondes policières, plus de moyens pour les pompiers dans les zones à risques, ainsi qu'un meilleur accès aux soins et aux services essentiels dans les territoires abandonnés.
- ◆ **Augmenter les moyens essentiels de l'armée**, de la police et du renseignement, en supprimant les dépenses inutiles pour financer ces priorités, afin de renforcer efficacement la défense nationale.
- ◆ **Création d'une Garde nationale** de volontaires pour défendre le territoire, aider en cas de crise et soutenir.
- ◆ **Extension des infrastructures stratégiques** : construction de nouvelles bases et dépôts militaires sur le territoire et dans les DOM-TOM.
- ◆ **Protection des frontières** : création d'un corps spécial de gardes-frontières militarisés avec mandat permanent de contrôle et d'interception.

- ◆ **Les contributions familiales, payées par les familles appartenant aux 20 % les plus riches**, financeront un fonds du ministère des Armées, réservé au service militaire obligatoire et à l'équipement des recrues. Cette contribution serait progressive, entre 400 et 800 € par an et par foyer selon les revenus, afin de ne pas toucher les classes populaires.
- ◆ **Faire payer une contribution de 1 % aux grandes entreprises étrangères** réalisant plus de 10 millions d'euros de chiffre d'affaires en France, afin de rembourser une partie des frais militaires liés à la protection du territoire. Les entreprises françaises en seraient exemptées.
- ◆ **Toute base militaire étrangère en France devra être autorisée par l'État français et payer une redevance annuelle**, afin de financer notre défense nationale et de rappeler que le sol français reste sous souveraineté française.
- ◆ **Créer un fonds national de réserve stratégique, alimenté par la vente des anciens équipements militaires inutilisés**, des véhicules réformés et des stocks excédentaires de l'État, afin de financer l'achat de matériel moderne pour l'armée française.
- ◆ **Instaurer un service national obligatoire** de 4 à 6 semaines pour former chaque jeune Français de 18 à 20ans à la discipline, à la défense et à l'esprit national, complété par une réserve volontaire renforcée.

- ◆ **Instaurer une Journée annuelle de défense territoriale volontaire** dans chaque commune, avec exercices de crise, secourisme, évacuation, protection des infrastructures et sensibilisation à la défense nationale, encadrée par les réservistes, pompiers et forces de l'ordre, afin de préparer la population sans créer de grosse dépense nouvelle.
- ◆ **Réduire les dépenses inutiles de sous-traitance militaire en réinternalisant dans l'armée certaines missions de maintenance, de logistique, de sécurité et de formation aujourd'hui confiées à des entreprises privées**, afin de renforcer l'autonomie des forces et viser 1 à 2 milliards d'euros d'économies par an.
- ◆ **Constituer un grand stock stratégique national d'obus et de munitions de qualité de fabrication nationale**, produit en France et entretenu régulièrement, afin de garantir à l'armée française des réserves suffisantes en cas de crise ou de guerre.
- ◆ **Augmenter la qualité et le nombre des caméras pour les forces au contact des civils ou de biens de valeur**, comme la police, la gendarmerie, les douanes et certaines unités militaires, afin de mieux protéger les citoyens, éviter les abus, sécuriser les interventions et fournir des preuves claires en cas d'incident.
- ◆ **Porter progressivement l'investissement militaire de 1,9 % à 2,5 % du PIB** pour moderniser l'armée française, renforcer les stocks de munitions, mieux équiper les soldats et soutenir l'industrie de défense nationale.

SÉCURITÉ



- ◆ **Renforcer la coopération DGSJ-DGSE** pour un super-service de renseignement coordonné.
- ◆ **Tout fonctionnaire (policier, soignant...) attaqué** pendant son service recevra des aides de l'État en fonction des séquelles subies.
- ◆ **Mobiliser exceptionnellement l'armée en cas de crise intérieure majeure**, uniquement en soutien aux autorités civiles, pour protéger les infrastructures vitales, aider les secours et sécuriser les zones sensibles, sans intervention contre les manifestants pacifiques.
- ◆ **Formation** de l'armée aux situations d'émeutes.
- ◆ **Mise en place d'une présomption** de légitime défense pour protéger les forces de l'ordre.
- ◆ **Augmentation du temps d'entraînement** à l'usage des armes à feu pour la police.

- ◆ **Créer une force française de cyberdéfense** militaire chargée de protéger les communications, infrastructures stratégiques et réseaux de commandement contre les attaques étrangères.
- ◆ **Constituer un stock stratégique national de missiles**, en augmentant les réserves, les capacités de production et l'entretien des équipements afin de garantir à la France une autonomie de défense en cas de crise, de guerre ou de rupture d'approvisionnement étrangère.
- ◆ **Renforcer la sécurité** des gares, transports et lieux publics par plus de patrouilles, de caméras et d'interventions rapides contre les agressions et les vols.
- ◆ **Renforcer la puissance maritime française** en protégeant nos pêcheurs, nos ports, nos Outre-mer et notre zone économique exclusive.
- ◆ **Adapter le cadre d'usage des armes par la police face aux menaces graves et rapides**, comme les attaques armées, les véhicules-béliers ou les situations de danger vital immédiat, tout en maintenant les principes de nécessité, de proportionnalité et de contrôle judiciaire.



IMMIGRATION



- ◆ **Limiter au maximum l'immigration et stopper l'immigration illégale.**
- ◆ **Limiter l'immigration légale** en retirant des lois comme le regroupement familial.
- ◆ **Instaurer un embargo universitaire** ciblé sur certains pays.
- ◆ **Retirer la France du Pacte de Marrakech de l'ONU ainsi que du Pacte européen sur la migration et l'asile**, qui encouragent les migrations internationales.
- ◆ **Nouvelle unité de surveillance des frontières** (pour soutenir les frontières de la métropole et gérer les DOM).
- ◆ **Création d'un ministère/service de la surveillance des frontières** (pour seconder le ministère de l'Intérieur).
- ◆ **Suppression du droit du sol et réémigration massive.**
- ◆ **Suppression de l'AME.**

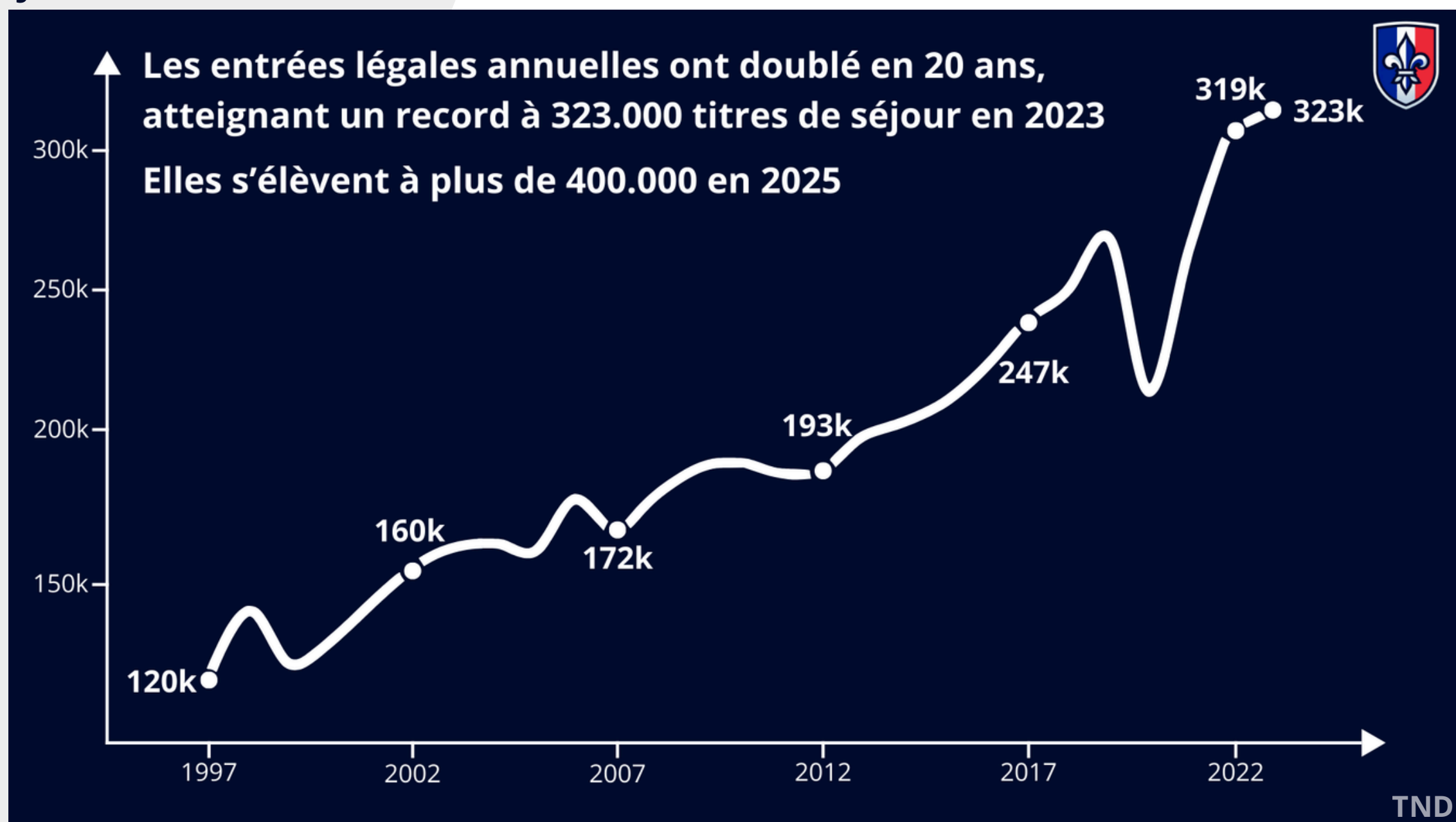
- ◆ **Renforcer la lutte contre** le travail illégal, la fraude documentaire et les filières d'exploitation, avec saisie systématique des profits illicites au bénéfice de l'État.
- ◆ **Rendre la nationalité française plus longue à obtenir** et révoicable en cas de fraude ou de crime grave.

STATISTIQUES MIGRATOIRES

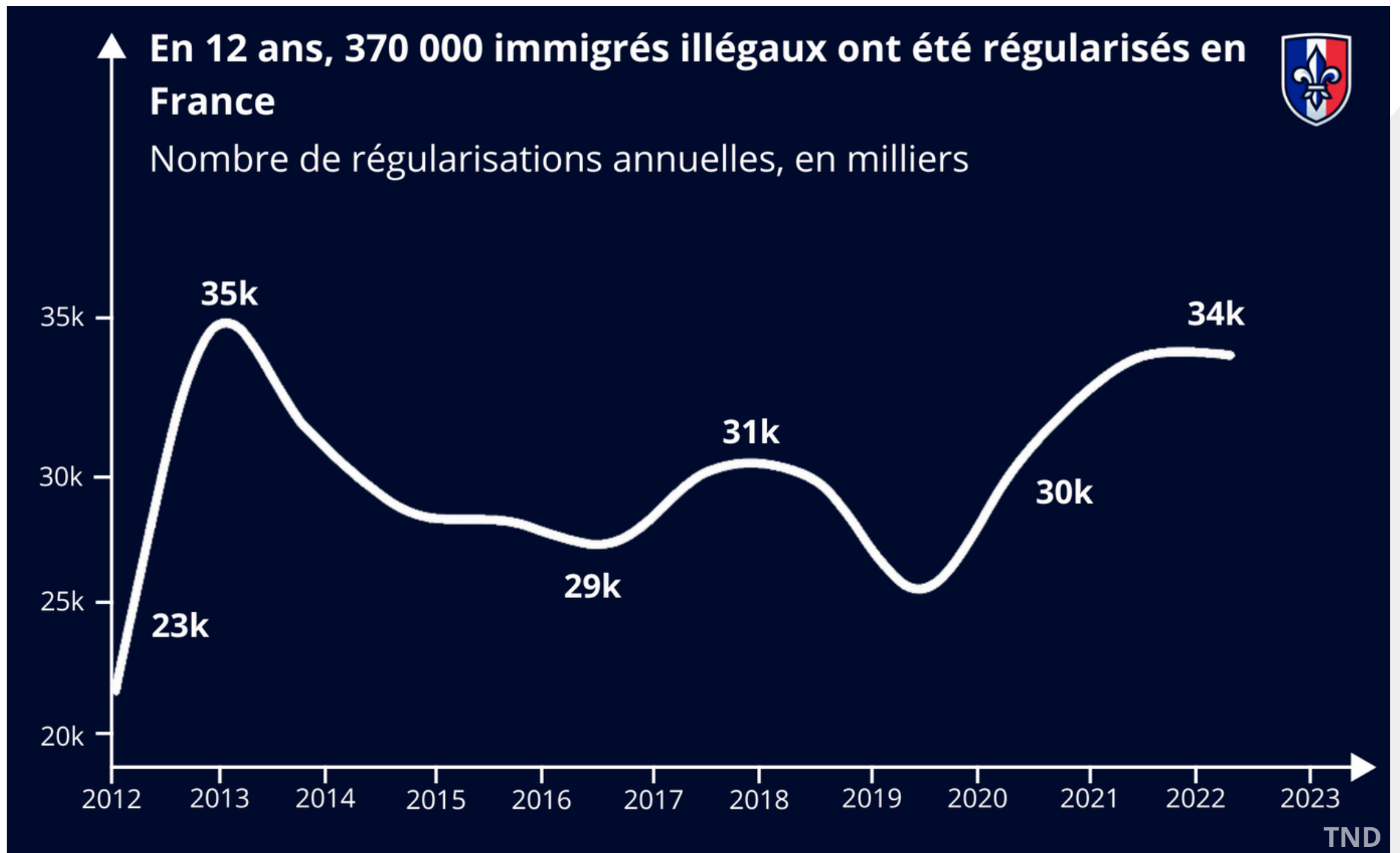
Depuis trop longtemps, nos frontières sont devenues des passoires et la France subit une forte pression migratoire. Cette situation fragilise la cohésion sociale, surcharge les services publics et nourrit l'insécurité.

Le TND refuse cette fatalité et veut rendre aux Français la maîtrise de leur destin.

Quelques chiffres clés montrent l'ampleur de cette crise et justifient des mesures fermes et immédiates.



STATISTIQUES MIGRATOIRES



Les étrangers représentent 24% de la population carcérale alors qu'ils ne sont que 8% dans la population



Taux de détention par nationalité pour 10 000 habitants en France

Français : 8



Étrangers : 29



Africains >35



TND

source : ministère de l'intérieur

JUSTICE



La justice est le pilier de l'ordre et de la confiance dans la nation. Trop longtemps, la faiblesse des sanctions et la complaisance ont encouragé l'impunité. Le parti TND veut restaurer l'autorité et la fermeté qui protègent les honnêtes citoyens.

Nous affirmons une volonté claire: une justice punitive, qui sanctionne sévèrement les crimes les plus graves et ne tolère plus l'ensauvagement. Les criminels étrangers et les délinquants sans-papiers seront renvoyés dans leurs pays d'origine pour y purger leur peine.

La perte de la nationalité sera facilitée pour les binationaux coupables d'actes graves.

La lutte contre la pédophilie et les crimes de barbarie sera renforcée, jusqu'à envisager la peine de mort dans les cas extrêmes. Nous créerons un Tribunal pénal national pour juger les responsables politiques qui ont trahi le pays.

Par ces mesures, nous voulons rendre à la justice sa crédibilité et faire de la France un État respecté, où la loi protège les innocents et sanctionne véritablement les coupables.

- ◆ **Tous les OQTF seront renvoyés** dans leurs pays d'origine ou autre, en priorité les délinquants et criminels.
- ◆ **Renforcer l'autorité de la justice** à l'égard des mineurs délinquants et de leurs parents.
- ◆ **Tous les sans-papiers ayant commis des infractions** en France actuellement en prison seront renvoyés dans leurs pays d'origine pour y purger leur peine.
- ◆ **La pédophilie et autres crimes de barbarie** auront des sanctions plus sévères qu'actuellement.
- ◆ **Peine de mort envisagée** dans les cas les plus graves (pédocriminel de masse, tueur en série sans regret).
- ◆ **Création d'un Tribunal pénal national (TPN)** pour juger les anciens dirigeants coupables de haute trahison des 40 années de direction de gauches et de droite.
- ◆ **Durée d'emprisonnement maximale augmentée.**
- ◆ **Les criminels étrangers** iront en prison dans leurs pays d'origine si possible.
- ◆ **Les binationaux** pourront perdre plus facilement leur nationalité française et seront restraints de certains organes d'état.
- ◆ **Durcir les conditions d'emprisonnement**
- ◆ **Être dans l'optique d'une justice punitive.**

- ◆ **Toutes les personnes sous OQTF** doivent quitter le territoire sous 1 an plutôt que 3 ans.
- ◆ **Mobilisation des détenus** pour le travail obligatoire comme au sein de l'industrie de l'armement dans un objectif de réhabilitation.
- ◆ **Mettre fin aux stages de citoyenneté** suite à une sanction judiciaire comme pour les crimes de négationnisme, antisémitisme, racisme, etc.
- ◆ **Accélérer le traitement des délits** du quotidien par la création de chambres de justice spécialisées, afin de garantir des peines rapides, proportionnées et réellement appliquées, dans le respect des droits de la défense.
- ◆ **Accélérer la saisie et la vente des biens issus de la criminalité.**
- ◆ **Créer une Haute Autorité anticorruption** pour contrôler élus, hauts fonctionnaires et marchés publics, avec confiscation des biens illégaux et inéligibilité à vie des condamnés.
- ◆ **Garantir la gratuité des procédures les plus courantes**
- ◆ **Construire 50 000 places de prison supplémentaires** pour réduire la surpopulation, appliquer les peines et enfermer les criminels les plus dangereux. Le but est aussi d'avoir des prisons plus dignes, plus sûres et mieux contrôlées.



ÉCONOMIE

- ◆ **Baisser de 15 % les taxes sur les produits bruts des secteurs primaires français**, notamment agricoles, afin de préserver les producteurs nationaux, maintenir l'agriculture française et renforcer notre souveraineté alimentaire.
- ◆ **Accorder des baisses fiscales ciblées aux étudiants** qui travaillent, se forment dans des secteurs stratégiques ou s'engagent dans le service national, afin de récompenser l'effort utile à la nation.
- ◆ **Réguler et mieux répartir le nombre de fonctionnaires** pour un système étatique, social et économique plus efficace.
- ◆ **Priorité aux entreprises françaises** (cf. Priorité Nationale).
- ◆ **Baisser les charges patronales jusqu'à 2,5 SMIC** pour les entreprises qui produisent, investissent et embauchent en France, sous contrôle des corporations professionnelles chargées de vérifier le maintien de l'emploi, des salaires et des conditions de travail.
- ◆ **Taxer les énergies polluantes importées** et les abus des grands fournisseurs, tout en protégeant les ménages modestes et les énergies françaises durables.

- ◆ **Créer une banque publique** rentable pour financer à taux réduit les entreprises françaises stratégiques et les projets utiles au pays, avec garanties strictes et réinvestissement des bénéfices en France.
- ◆ **Réutiliser ou louer les bâtiments publics inutilisés** afin de financer l'État, tout en gardant le patrimoine national sous contrôle français (anciens casernements, bureaux vides, etc.).




Nous ne reconnaissons qu'un seul devoir : rendre notre peuple puissant pour qu'il puisse vivre, même si cela doit coûter leur puissance à d'autres peuples. Toute économie doit être dirigée vers ce but.

- Ulysse Marchal, 2025



- ◆ **Créer une cellule de contrôle interservices** (CAF, URSSAF, Pôle emploi) pour **identifier les fraudes aux aides sociales**.
- ◆ **Rétablir un ISF de 2 % sur les plus hauts patrimoines**, une mesure soutenue par 78 % des Français selon l'IFOP.
- ◆ **Nationaliser progressivement les secteurs stratégiques** comme les autoroutes, les ports, les aéroports, le secteur hydrique et minier, la défense, le ferroviaire, les transports, les industries (les plus stratégiques) et les hôpitaux, seulement si cela est utile et financièrement maîtrisé, afin de renforcer la souveraineté sans alourdir brutalement la dette.

- ◆ **Conditionner le RSA à une activité utile** : maintenir son montant, mais demander 18h par semaine de formation, d'emploi aidé ou de mission d'utilité collective adaptée. Après 3 refus injustifiés d'offres adaptées, le RSA serait suspendu afin d'encourager le retour au travail et de soutenir les secteurs qui recrutent.
- ◆ **Lutte contre la fraude fiscale** (qui coûte 80 à 100 milliards d'euros à la France chaque année).
- ◆ **Conditionner toute baisse d'impôts et toute dépense nouvelle à l'emploi**, à la production en France, à l'investissement et à un retour économique mesurable.
- ◆ **Réserver les baisses d'impôts**, aides et marchés publics aux entreprises qui produisent, embauchent et investissent en France, avec en plus une surtaxe sur les groupes qui délocalisent ou captent le marché français sans produire sur le territoire.
- ◆ **Corporatisme moderne** : unir professions, salariés, employeurs et État pour servir l'intérêt national.
- ◆ **Simplifier les démarches administratives** des entreprises productives afin de réduire les coûts, accélérer l'embauche, faciliter les augmentations et favoriser l'investissement en France.
- ◆ **Créer un régime simplifié pour les PME dans les corporations et la planification économique.**
- ◆ **Créer dans chaque corporation un fonds de modernisation** financé par les grandes entreprises du secteur, destiné aux PME, à l'apprentissage et à l'investissement productif.

- 
- ◆ **Renforcer le contrôle de l'État** sur les secteurs clés pour assurer la souveraineté nationale dans un but étatiste.
 - ◆ **Nationalisation de certaines entreprises clés** en cas de risque de faillite ou de vente à l'étranger.
 - ◆ **Création d'un organisme public** chargé de reprendre et de restructurer les banques et les industries privées en difficulté économique, si cela peut être rentable.
 - ◆ **Politique visant à augmenter fortement la production nationale** de céréales, de lait et de produits viticoles afin de réduire les importations.
 - ◆ **Création d'un fonds souverain national** investissant dans les secteurs stratégiques, dont les profits financent les services publics.
 - ◆ **Briser la bourgeoisie parasitaire** : supprimer toutes les aides publiques aux grands groupes qui spéculent, délocalisent ou vivent de l'État sans servir la nation. Ils devront rembourser 100 % des aides reçues, payer une pénalité de 20 % et seront exclus des aides publiques pendant 10 ans.
 - ◆ **Instaurer des corporations nationales** par métier pour organiser l'économie autour de la coopération entre travail, production et intérêt national.
 - ◆ **Donner aux corporations de branche un pouvoir** de contrôle sur l'usage des aides publiques accordées aux entreprises françaises.

- ◆ **Imposer aux grandes entreprises une répartition obligatoire d'une part des bénéfices entre les salariés et une autre part en réinvestissement sur le territoire national** (machines, usines, formation, recherche, modernisation).
- ◆ **Créer des conseils économiques par branche** réunissant représentants des salariés, des employeurs et de l'État, chargés de fixer des orientations communes : salaires minimums de branche, conditions de travail, investissements prioritaires et objectifs de production nationale.
- ◆ **Mettre en place une planification économique par secteurs stratégiques** (industrie, énergie, agriculture), coordonnée par l'État et les corporations professionnelles, afin d'orienter les investissements, sécuriser les filières et garantir l'indépendance économique nationale.
- ◆ **Supprimer tout avantage fiscal ou aide publique aux entreprises qui délocalisent** ou profitent du marché français sans produire sur le territoire.
- ◆ **Créer un crédit d'impôt de relocalisation** pour toute entreprise qui rapatrie en France une production stratégique et y maintient l'emploi pendant au moins 5 ans.
- ◆ **Interdire le rachat d'actions pour les entreprises bénéficiant d'aides publiques** et conditionner ces aides à l'investissement, à l'emploi et à la production en France.

- ◆ **Créer une commission nationale de planification budgétaire**, chargée d'organiser le financement, le calendrier et l'application des grandes mesures du programme afin de garantir une mise en œuvre efficace, progressive et maîtrisée.
- ◆ **Encadrer les dépenses publiques** afin que toute nouvelle dépense importante soit financée par une recette ou une économie équivalente, tout en donnant la priorité au remboursement de la dette nationale.
- ◆ **Garantir le pouvoir d'achat du SMIC par son indexation sur l'inflation, tout en baissant les charges des entreprises productives pour éviter de freiner l'emploi.**
- ◆ **Tester les grandes mesures économiques** dans quelques secteurs stratégiques avant de les généraliser, afin d'éviter les dépenses inutiles et de ne garder que les réformes vraiment efficaces pour la production française.
- ◆ **Créer une taxe anti-gaspillage publicitaire** sur les grandes plateformes numériques : chaque euro dépensé en publicité ciblée par les multinationales serait légèrement taxé pour financer directement les services publics et réduire le déficit de l'État.
- ◆ **Taxer les superprofits, dividendes et rachats d'actions des très grandes entreprises de 25%**, sauf si elles réinvestissent en France, augmentent les salaires ou soutiennent leur branche professionnelle.
- ◆ **Évaluer le coût économique, social et écologique** du système bancaire et financier pour la société.

- ◆ **Aucune aide publique sans engagement pour produire,** employer et mieux payer en France. Toute entreprise qui trahit ses engagements devra rembourser les aides reçues.
- ◆ **Protéger les commerces de proximité,** artisans et marchés locaux face aux grandes enseignes qui détruisent l'emploi et la vie locale.
- ◆ **Rétablir l'exit tax à taux élevé supprimée par Emmanuel Macron,** contre l'exil fiscal.
- ◆ **Responsabiliser les grandes plateformes** de vente en ligne sur le paiement de la TVA, des droits de douane et des taxes dues en France, afin de lutter contre la fraude, protéger les commerces français et financer la réindustrialisation nationale.
- ◆ **Réformer les niches fiscales improductives** afin de supprimer les avantages qui ne servent ni l'emploi, ni la production française, ni l'investissement stratégique, avec un objectif de 20 milliards d'euros par an pour financer le redressement national.
- ◆ **Recentrer les exonérations patronales** sur les bas salaires et les entreprises productives, en supprimant les allègements injustifiés accordés aux hauts salaires et aux grands groupes non stratégiques.
- ◆ **Confisquer, après décision de justice,** les biens mal acquis détenus en France par des oligarques, milliardaires étrangers et dirigeants corrompus, pour la rendre au peuple français.

- ◆ **Préparer les nationalisations stratégiques** par des audits, le contrôle des concessions, le droit de préemption, la récupération des aides publiques non respectées et des sanctions en cas d'abus afin de reprendre les actifs essentiels au juste prix et de faire revenir leurs bénéficiaires dans les caisses de l'État.
- ◆ **Exonérer d'impôt sur le revenu les jeunes Français de moins de 28 ans diplômés, qualifiés, ou créant une entreprise en France**, afin de les inciter à rester sur le territoire, lutter contre la fuite des cerveaux et encourager la création d'entreprises françaises. Cette exonération serait de 100 % pendant 2 ans, puis de 50 % pendant 3 ans, dans la limite de 50 000 € de revenus annuels.
- ◆ **Faire en sorte que travailler rapporte toujours plus** que rester sans emploi, en complétant les petits salaires et en réduisant progressivement les aides lors d'une reprise du travail.
- ◆ **Taxer les profits massivement transférés hors de France** par les grands groupes lorsqu'ils ne réinvestissent pas dans l'emploi, la production ou la recherche nationale.
- ◆ **Réduire le chômage** en orientant les demandeurs d'emploi vers les secteurs en manque de main-d'œuvre, grâce à des formations courtes, utiles et liées aux besoins réels de l'économie française.
- ◆ **Réduire la pauvreté** en renforçant les dispositifs déjà prévus pour les travailleurs modestes, afin que chaque emploi garantisse un revenu digne, un accès aux produits essentiels et une meilleure stabilité de vie.

- ◆ **Créer un droit de priorité nationale** pour reprendre les entreprises stratégiques menacées de fermeture, de délocalisation ou de rachat spéculatif, afin de protéger l'emploi, maintenir la production en France et empêcher la perte d'actifs essentiels.
- ◆ **Briser les monopoles privés abusifs** en séparant les grands groupes qui écrasent les PME, gonflent les prix ou contrôlent un secteur essentiel, afin de protéger les consommateurs, soutenir les entreprises françaises et rendre l'économie plus juste sans tomber dans le collectivisme, si cela n'est pas trop désavantageux pour l'État.
- ◆ **Toute grande aide publique devra donner à l'État et aux employés une part de la réussite future de l'entreprise**, afin que l'argent des Français ne profite pas seulement aux actionnaires.
- ◆ **Faciliter la transmission des PME familiales françaises aux salariés, apprentis ou repreneurs locaux**, afin d'éviter leur rachat par des fonds étrangers et de maintenir les savoir-faire dans les territoires.
- ◆ **Prioriser les mesures** : appliquer d'abord les plus rentables ou peu coûteuses, puis engager les plus lourdes une fois leur financement garanti.
- ◆ **Mettre en place une négociation économique** tripartite entre salariés, employeurs et État, afin d'orienter l'économie, d'améliorer les conditions de travail et de servir l'intérêt national.

- ◆ **Refuser l'endettement inutile** tout en autorisant les investissements stratégiques dans l'industrie, l'énergie, la défense, les infrastructures et les secteurs capables de rapporter à long terme à la France.
- ◆ **Encadrer les grandes dépenses publiques** afin qu'elles servent uniquement la souveraineté, la production, la sécurité ou le redressement national.
- ◆ **Maintenir le prix à la pompe de l'essence et du gazole en dessous de 1,80 € TTC**, grâce à une baisse ciblée des taxes sur les carburants raffinés en France et à la protection de nos raffineries.
- ◆ **Renforcer notre souveraineté** (au niveau économique, énergétique, minier, industriel, cinématographique, diplomatique).
- ◆ **Diminuer les taxes sur les héritages des familles populaires et moyennes**, tout en les augmentant pour les plus riches.
- ◆ **Créer une doctrine de mobilisation économique en temps de crise**, permettant de réorienter rapidement certaines productions vers les besoins vitaux du pays : énergie, alimentation, santé, transport, défense.
- ◆ **Renégocier tous les grands contrats publics de conseil**, d'informatique, de communication, de sécurité et de prestations privées, par corporation afin de supprimer les contrats inutiles, réduire les surfacturations et internaliser les missions que l'État peut assurer lui-même.

- ◆ **Taxer de 5 à 10 % les importations injustes** pour protéger les salaires, l'industrie française et financer la relocalisation.
Rendement estimé : 6 à 12 milliards €/an.
- ◆ **Taxer les dépôts de déchets étrangers** sur le territoire national afin de défendre nos producteurs et notre environnement.
- ◆ **Lancer un grand plan national de rénovation des logements**, confié en priorité aux artisans et PME françaises, afin de réduire les factures d'énergie, créer des emplois locaux et renforcer l'indépendance énergétique du pays.
- ◆ **Augmentation des taxes sur les entreprises étrangères.**
- ◆ **Mobiliser les Français de l'étranger pour soutenir l'influence, l'investissement et les intérêts économiques de la France :**
créer un réseau national de la diaspora chargé de promouvoir nos entreprises, nos produits, notre culture et nos positions diplomatiques. Ils seront encouragés à investir dans les secteurs stratégiques et à aider nos PME à s'exporter ; sinon, ils ne bénéficieront pas des avantages liés à ce réseau.
- ◆ **Limiter les rémunérations abusives dans les entreprises aidées par l'État :** aucune entreprise recevant de l'argent public ou travaillant dans un secteur stratégique ne pourra enrichir excessivement ses dirigeants pendant que les salariés restent mal payés. Les bénéfices devront d'abord servir aux salaires, à la formation et à la production nationale.

- ◆ **Soumettre les investisseurs privés à l'intérêt national** : tout investissement important devra maintenir l'emploi, produire en France, augmenter progressivement les salaires et réinvestir une part des profits dans le pays. Toute entreprise aidée par l'État devra donner une contrepartie financière à la nation. En cas d'abus, de spéculation ou de délocalisation, les aides seront retirées et l'État pourra entrer au capital.
- ◆ **Créer une priorité nationale du travail productif**, accorder des avantages fiscaux et administratifs aux jeunes actifs, familles nombreuses, artisans, PME et salariés qui contribuent à l'emploi, à la production et à l'investissement en France.
- ◆ **Augmenter de 10 à 15 €/MWh le prix de l'électricité française vendue aux pays voisins** lorsque la France produit un surplus, afin de rapporter environ 1 milliard d'euros par an sans augmenter la facture des Français.
- ◆ **Interdire les distributions de dividendes abusives**, notamment lorsqu'elles dépassent les bénéfices réellement disponibles ou affaiblissent l'entreprise, afin de privilégier les salaires, l'emploi et le réinvestissement en France.
- ◆ **Plafonner les écarts de salaire dans les entreprises** aidées par l'État ou stratégiques : aucun dirigeant ne pourra gagner plus de 18 fois le plus bas salaire, afin de protéger les travailleurs et l'argent public.

- ◆ **Taxer de 1 à 1.5 % par an les fortunes de plus de 10 millions € qui n'investissent pas dans l'emploi, l'industrie ou la souveraineté française.** Les fortunes utiles au pays seraient exemptées de cette nouvelle taxe.
- ◆ **Taxer automatiquement la spéculation financière courte :** toute opération revendue en moins de 30 jours sera taxée de 0,2 % à 0,3 %. Cette mesure ne touchera pas l'investissement productif et pourrait rapporter environ 3 milliards d'euros par an à l'État.
- ◆ **Créer des zones publiques de réindustrialisation planifiée,** où l'État, les collectivités et les corporations orientent directement l'installation d'usines, d'ateliers et de laboratoires français. Les avantages fiscaux seraient remplacés par des investissements publics ciblés, des prêts à taux réduit et des commandes d'État, réservés aux entreprises qui embauchent localement, respectent des salaires dignes, associent les salariés aux décisions et réinvestissent leurs bénéfices dans la production nationale.
- ◆ **Réduire de manière ciblée et progressive les taxes sur les carburants produits ou raffinés en France,** afin de limiter le coût pour l'État tout en rendant le carburant français plus compétitif. Cet avantage fiscal serait plafonné et réservé aux entreprises qui maintiennent leurs emplois, investissent en France et développent les biocarburants ou e-fuels nationaux.
- ◆ **Retrait des aides de l'État aux sans-papiers.**

- ◆ **Créer un service national de réparation populaire** : l'État financerait directement une aide à la réparation pour les ménages modestes et les classes moyennes, utilisable uniquement auprès d'artisans français agréés. En échange, ces artisans devraient respecter des tarifs plafonnés, garantir la qualité des réparations, déclarer leurs prix publiquement et réinvestir une partie de leurs bénéfices dans l'emploi local, la formation d'apprentis et l'achat de matériel français.
- ◆ **Créer un droit d'audit des salariés dans les grandes entreprises stratégiques ou aidées par l'État** : des représentants élus des travailleurs pourront consulter les comptes, les aides publiques reçues, les dividendes versés et les projets de délocalisation, afin d'alerter l'État et les corporations en cas d'abus et de garantir que la richesse produite serve d'abord les salaires, l'emploi et le réinvestissement en France.
- ◆ **L'énergie, l'eau, les transports, la santé, la défense et les grandes infrastructures doivent être nationalisés ou contrôlés par l'État français.** Ces secteurs essentiels doivent servir le peuple, les travailleurs et la souveraineté nationale, pas les actionnaires étrangers ni les spéculateurs. Leurs bénéfices doivent financer les salaires, la baisse des prix, les services publics et l'indépendance de la France.
- ◆ **Garantir l'eau et les produits essentiels comme des droits fondamentaux, sous contrôle public strict, afin d'empêcher les entreprises d'en abuser.** Leur prix doit rester le plus bas possible pour le peuple, sans spéculation ni profit excessif.

- ◆ **mettre la TVA à 0 % sur les produits de première nécessité** et baisser la TVA normale à 15 % pour réduire les prix et augmenter le pouvoir d'achat des Français.
- ◆ **Rendre l'impôt sur le revenu et la CSG plus progressifs**, en protégeant les classes populaires et moyennes, afin de faire davantage contribuer les très hauts revenus et financer la baisse de TVA sans frapper les PME ni le travail productif français.
- ◆ **Mettre en place un retour financier pour l'État sur les innovations financées par l'argent public** : si une entreprise gagne plus de 10 millions d'euros par an grâce à une invention, un médicament, une technologie ou un brevet payé par l'État, elle devra reverser une petite part de ses gains. Cet argent financera la recherche, les hôpitaux, l'industrie et les services publics.
- ◆ **Lutter contre les montages frauduleux d'arbitrage de dividendes.**
- ◆ **Augmenter progressivement les bas salaires par branche**, sous contrôle de l'État, des salariés et des employeurs, en obligeant les grandes entreprises rentables à mieux partager leurs bénéfices et à réinvestir en France, sans fragiliser les PME françaises.
- ◆ **Aider les PME à se développer**, même si cela doit désavantager les grandes entreprises.
- ◆ **mettre la TVA à 0 % sur les produits de première nécessité** et baisser la TVA normale à 15 % pour réduire les prix et augmenter le pouvoir d'achat des Français.

- ◆ **Rendre l'impôt sur le revenu et la CSG plus progressifs**, en protégeant les classes populaires et moyennes, afin de faire davantage contribuer les très hauts revenus et financer la baisse de TVA sans frapper les PME ni le travail productif français.
- ◆ **Mettre en place un retour financier pour l'État sur les innovations financées par l'argent public** : si une entreprise gagne plus de 10 millions d'euros par an grâce à une invention, un médicament, une technologie ou un brevet payé par l'État, elle devra reverser une petite part de ses gains. Cet argent financera la recherche, les hôpitaux, l'industrie et les services publics.
- ◆ **Lutter contre les montages frauduleux d'arbitrage de dividendes.**
- ◆ **Réindustrialiser la France grâce à un plan de 25 milliards d'euros par an pendant 10 ans**, soit plus du double du rythme de France 2030, afin de relancer les usines, les PME, l'énergie et la défense, avec pour objectif la création de jusqu'à 700 000 emplois industriels.
- ◆ **Séparer les banques de dépôt et les banques spéculatives** afin de protéger l'épargne des Français et d'empêcher que la finance mette en danger l'économie réelle.
- ◆ **Taxer davantage la spéculation financière** pour orienter l'argent vers l'industrie, le travail, la relocalisation et les investissements utiles à la nation.

- ◆ **Lancer un grand plan pour la France rurale et périphérique** : hôpitaux locaux, médecins, gares, services publics, emplois et commerces de proximité, afin de ne plus abandonner les villages et petites villes.
- ◆ **Dans les grandes entreprises stratégiques, les salariés devront avoir une part du pouvoir de décision et une part obligatoire des bénéfices.** L'objectif est que ceux qui produisent la richesse participent aussi aux choix de l'entreprise, aux salaires, aux investissements et à la défense de l'emploi en France.
- ◆ **Participation des salariés dans les entreprises sauvées par l'État** : toute entreprise stratégique aidée ou reprise par l'État devra donner une place aux salariés dans sa direction, pour défendre l'emploi, la production française et l'intérêt national.
- ◆ **Protéger les entreprises stratégiques françaises** en permettant à l'État de reprendre le contrôle d'entreprises vitales en cas de rachat étranger, de faillite ou de menace sur notre souveraineté, notamment **Alstom, Orano, Atos/Eviden et ArcelorMittal France**, afin de défendre nos technologies, nos usines et nos emplois essentiels.



Nous défendons une France enracinée et souveraine, où l'État protège d'abord le peuple, garantit l'ordre républicain, transmet l'héritage national et remet l'économie au service du travail, de la production française et de l'indépendance du pays.

Ulysse Marchal

- ◆ **Créer un fonds national financé par l'exit tax et la TVA récupérée sur la fraude**, les importations abusives et les grandes plateformes étrangères, afin de garder les richesses en France, relocaliser l'industrie et baisser la TVA sur les produits essentiels français.
- ◆ **Créer un plan national de production des biens essentiels en France**, en plaçant les industries stratégiques sous surveillance et contrôle de l'État, voire en les nationalisant si nécessaire, afin de réduire la dépendance aux importations, défendre l'emploi français et garantir à la nation une économie souveraine capable de tenir en cas de crise.
- ◆ **Créer un 13e mois du travailleur français dans les entreprises rentables de plus de 50 salariés**, financé par une part des bénéfices et contrôlé par les corporations professionnelles. La richesse créée par les travailleurs doit leur revenir davantage, pour augmenter leur pouvoir d'achat, renforcer les recettes de l'État (TVA, Impôt sur le revenu, Économie plus dynamique...) et rendre l'économie plus sociale et nationale.
- ◆ **Créer un grand pôle public bancaire et financier national**, réunissant La Banque postale, CNP Assurances, Bpifrance et des banques de détail placées sous contrôle public, afin d'orienter l'épargne et le crédit vers les investissements stratégiques, les services publics, la réindustrialisation et les projets utiles à la nation tout en diminuant la dépendance de l'État aux marchés financiers.

◆ **Protéger les terres agricoles françaises contre la spéculation, les grands groupes et les acheteurs étrangers.** Créer un Fonds national du foncier agricole pour racheter les terres menacées, puis les louer à long terme à de jeunes agriculteurs français, des familles paysannes et des exploitations productives, afin de défendre nos fermes et renforcer la souveraineté alimentaire de la France.

◆ **Protéger les PME françaises contre les grands groupes.** Créer un bouclier PME avec des délais de paiement courts, l'interdiction des contrats abusifs et une part des marchés publics réservée aux petites et moyennes entreprises produisant en France. Les grands groupes qui écrasent leurs fournisseurs ou abusent de leur puissance seront sanctionnés, afin de défendre l'emploi local et l'indépendance économique française.

◆ **Remplacer progressivement la domination des grands groupes par un réseau de PME locales.** L'État favorisera l'installation de boulangeries, boucheries, fromageries, garages, épiceries, lavages auto et services à la personne, surtout dans les petits villages. Les aides, les marchés publics et les avantages fiscaux iront en priorité aux commerces indépendants produisant, employant et réinvestissant localement.



◆ **Aucun argent public ne devra enrichir gratuitement des actionnaires privés sans retour pour la nation.** Toute grande entreprise bénéficiant d'une aide publique majeure, d'un sauvetage financier ou d'un contrat stratégique devra accorder à l'État une part limitée de ses gains futurs, sous forme de dividendes, de royalties ou d'actions préférentielles, sans contrôle direct de gestion. Les PME et petites entreprises familiales seront exemptées. Ce retour servira à financer les priorités productives et nationales.



ÉDUCATION



- ◆ **Prime de 500 €** uniquement pour l'obtention du bac avec mention très bien et les félicitations du jury (18/20 ou plus) pour les élèves boursiers (Prime au mérite).
- ◆ **Renforcer le rôle de l'État dans la protection des mineurs** face aux pressions idéologiques (Sioniste...), politiques ou commerciales contraires à la neutralité scolaire et à l'intérêt de l'enfant.
- ◆ **Retour d'une meilleure autorité à l'école** (rétablissement des sanctions fortes, exclusions longues, conseil de discipline simplifié, uniforme obligatoire dans les établissements publics, levée de drapeau et hymne national hebdomadaire).
- ◆ **Renforcement de l'apprentissage** du français, de l'histoire et des mathématiques à l'école.
- ◆ **Donner d'avantage de visibilité et de garanties aux habitants** des communes rurales sur le maintien de classes.
- ◆ **Arrêter la propagande BLM, LGBT, mouvement woke.**

- ◆ **Rétablir des examens nationaux exigeants** en fin de primaire et de collège, afin de vérifier réellement le niveau des élèves avant leur passage dans le cycle supérieur.
- ◆ **Développer les internats scolaires** encadrés, pour les élèves méritants, isolés ou en difficulté familiale, afin de leur offrir un cadre stable, discipliné et propice au travail.
- ◆ **Renforcer l'orientation vers les métiers manuels, agricoles, techniques et industriels**, afin de valoriser l'apprentissage, les savoir-faire concrets et les métiers utiles à la nation.
- ◆ **Réduire les coûts administratifs de l'Éducation nationale**, en fusionnant les services redondants, en limitant les postes bureaucratiques inutiles et en réorientant l'argent économisé vers les professeurs, les classes et les matières essentielles.
- ◆ **Renforcer l'orientation vers les métiers manuels**, agricoles, techniques et industriels, afin de former les jeunes aux savoir-faire concrets utiles au pays.
- ◆ **Développer une politique nationale du sport populaire**, avec clubs locaux, compétitions scolaires, préparation physique et accès facilité aux infrastructures sportives.
- ◆ **Mieux protéger les professeurs** face aux violences, pressions et menaces, en renforçant leur autorité en classe et en garantissant une réponse rapide de l'État contre toute atteinte à leur mission éducative.

◆ **Créer dans les collèges et lycées volontaires un parcours national du travail productif**, afin de former les élèves aux métiers utiles à la nation et aux savoir-faire concrets. Ils apprendront les bases de la mécanique, de l'électricité, de l'agriculture, de l'industrie et de l'organisation du travail, pour mieux comprendre le monde réel, revaloriser les métiers manuels et participer à la reconstruction productive de la France.

◆ **Développer une école technique nationale au service de l'industrialisation.** L'État devra renforcer les filières professionnelles, agricoles, scientifiques et industrielles pour former des ouvriers qualifiés, des techniciens et des ingénieurs français. L'objectif sera que l'école ne serve pas seulement à obtenir un diplôme, mais à reconstruire la production, l'indépendance économique et la puissance nationale.



RENOUVEAU

INSTITUTIONNEL

- ◆ **Fusionner les agences publiques redondantes.**
- ◆ **Création d'une Garde Présidentielle d'élite (GPE).**
- ◆ **Suppression de plusieurs ministères** inutiles qui pompent l'argent et créer une masse bureaucratique énorme.
- ◆ **Réduction du nombre de députés et sénateurs.**
- ◆ **Le Président peut déclencher la loi martiale** avec validation du Parlement.
- ◆ **Les mairies pourront organiser des votes** à démocratie universelle directe.
- ◆ **Les groupes et partis politiques anti-France**, ainsi que les mouvements religieux extrémistes, seront dissous.
- ◆ **Interdire le droit de propriété privée à la protection des biens vitaux de la nation** : l'eau, l'air, l'alimentation, la santé, les forêts, le vivant et l'énergie.
- ◆ **Créer des pôles publics dans les secteurs stratégiques** : santé, transports et mobilité, banque, énergie, armement.
- ◆ **Refuser les fusions forcées de communes.**

- ◆ **Les obédiences maçonniques et sectaires seront interdites** et leurs membres criminels seront jugés.
- ◆ **Rétablissement de l'organisation corporative** et abolition des syndicats travaillant contre le bien commun.
- ◆ **Fin de la limitation à deux mandats consécutifs** pour maintenir la stabilité et la continuité du régime si le peuple le veut.
- ◆ **Révision du Conseil constitutionnel** afin de le recentrer sur sa mission et la souveraineté nationale.
- ◆ **Encourager fortement les jeunes à effectuer un service civique social** de quelques mois dans les hôpitaux, EHPAD, associations d'aide, entretien communal ou secours locaux.
- ◆ **Mettre en place une Autorité nationale d'évaluation** des politiques publiques, chargée de vérifier l'utilisation de l'argent public, de mesurer l'efficacité réelle des réformes et de supprimer les dispositifs trop coûteux, inutiles ou inefficaces.
- ◆ **Créer une contribution corporative** sur les profits non réinvestis en France, payée par les grandes entreprises de chaque branche, afin de financer l'État, l'apprentissage et la modernisation industrielle.
- ◆ **Instaurer le référendum d'initiative populaire** pour rendre la parole au peuple sur les grandes décisions nationales.

“ **La France ne peut être la France sans la grandeur.**

Charles de Gaulle, 1954

- ◆ **Rétablir la primauté de la souveraineté nationale** en donnant au droit français et aux décisions du peuple français la priorité sur les contraintes imposées par les institutions supranationales.
- ◆ **Organiser la nation autour des provinces et des métiers**, afin d'associer travailleurs, patrons et territoires à la reconstruction économique française.
- ◆ **Lancer un grand plan national de travaux publics** pour moderniser les routes, les terres agricoles, les infrastructures et les villes, afin de renforcer la puissance matérielle du pays.
- ◆ **Si possible, toute nouvelle structure publique devra remplacer ou fusionner des organismes existants** (économique, écologique institutionnelle) , afin de renforcer l'État stratégique sans augmenter la bureaucratie.



ÉCOLOGIE



- ◆ **Mettre en avant le ferroviaire** plutôt que le transport par avion.
- ◆ **Retirer les lois écologiques idiotes** imposées aux particuliers et aux entreprises.
- ◆ **Limiter les éoliennes.**
- ◆ **Favoriser les produits locaux** pour réduire les transports.
- ◆ **Rénovation du réseau ferroviaire et réouverture d'anciennes voies fermées** afin d'inciter les Français à prendre davantage le train.
- ◆ **Retirer l'objectif de suppression** des voitures thermiques prévu pour 2035.
- ◆ **Donner des aides plus élevées** pour passer des maisons chauffées au fuel à des énergies vertes.



Protéger notre environnement, c'est protéger notre terre, celle que nos ancêtres nous ont transmise et que nous avons le devoir de léguer intacte aux générations françaises qui viendront après nous.

Ulysse Marchal

- ◆ **Déployer des petits réacteurs nucléaires** modulaires en appui des grandes centrales pour garantir la sécurité énergétique en cas de crise.
- ◆ **Assurer la protection et l'entretien des forêts** et de la nature françaises, patrimoine national à défendre.
- ◆ **Investir dans le recyclage des déchets nucléaires** afin de renforcer la souveraineté énergétique et la sécurité environnementale.
- ◆ **Mettre en place une politique de reforestation** dans les zones déforestées.
- ◆ **Créer une souveraineté gazière** en investissant dans le biogaz.
- ◆ **Lancer un grand plan national d'entretien** des rivières, forêts et sols agricoles par filières françaises.
- ◆ **Créer une filière nationale de valorisation des déchets** agricoles, forestiers et organiques en biogaz, chaleur et engrais, avec redevance publique reversée à l'État.
- ◆ **Transformer nos déchets en bien nationale** pour financer les services publics, soutenir l'industrie française et rendre nos villes plus propres.
- ◆ **Récupérer l'eau de pluie dans les bâtiments publics pour arroser les espaces verts**, nettoyer les rues et réduire les dépenses d'eau des communes.

- ◆ **Créer des chantiers de dépollution des rivières, forêts et routes avec revente des matériaux récupérables**, afin de rendre la France plus propre tout en rapportant de l'argent.
- ◆ **Planter massivement des arbres fruitiers et des haies dans les villes et villages** pour rafraîchir les rues, embellir les communes et produire une alimentation locale gratuite ou peu chère.
- ◆ **Produire propre en France plutôt que polluer à l'étranger**, pour protéger nos emplois, notre nature et notre souveraineté.
- ◆ **Récupérer la chaleur perdue des usines et bâtiments publics pour chauffer logements**, écoles et hôpitaux, réduire les factures, limiter la pollution et rapporter de l'argent à l'État.
- ◆ **Créer un carburant français** à base d'algues pour réduire notre dépendance au pétrole étranger et renforcer notre souveraineté énergétique.



ÉNERGIE

- ◆ **Remettre en marche et rénover les centrales nucléaires** fermées si possible.
- ◆ **Sortir du marché européen** de l'énergie (pour l'achat) pour retrouver notre souveraineté tarifaire.
- ◆ **Mettre fin au projet Hercule** (visant au démantèlement d'EDF)
- ◆ **Réserver l'exportation d'électricité aux seuls surplus nationaux**, via des contrats de long terme avec les pays voisins, à un prix supérieur au coût complet de production, et affecter ces recettes directement au budget de l'État et à l'entretien du parc.
- ◆ **Créer un fonds souverain énergétique alimenté par les dividendes des entreprises publiques de l'énergie**, les recettes d'exportation électrique et les redevances sur les infrastructures stratégiques, afin de financer le nucléaire, le réseau et de réduire la dette.
- ◆ **Défendre une écologie nationale** : taxer les énergies polluantes importées et financer le nucléaire, le biogaz, le ferroviaire et la production propre en France.

DÉMOGRAPHIE



- ◆ **Mise en place d'aides financières** incitatives pour encourager la natalité des familles françaises, notamment les jeunes foyers et les familles nombreuses.
- ◆ **Le mariage civil sera revu** pour les homosexuel (pour limité l'union, sans l'interdire) et l'adoption strictement encadrée, avec priorité absolue donnée à l'intérêt de l'enfant et aux foyers jugés les plus stables.
- ◆ **Limitation des réseaux sociaux** aux moins de 16 ans.
- ◆ **Le parti croit au grand remplacement**, en la **réémigration** et pense à la **priorité nationale**.
- ◆ **Interdiction des constructions des mosquées-cathédrales de style arabe ou ottoman.**
- ◆ **Limiter les choix des prénoms** aux prénoms du calendrier chrétien des pays latins.
- ◆ **Taxe sur les entreprises recourant à la main-d'œuvre étrangère.**

- ◆ **Réduction fiscale pour les familles de quatre enfants et plus**, les familles françaises comptant quatre enfants ou plus seront à 50% exemptées d'impôt sur le revenu tant que les enfants sont mineurs.
- ◆ **Lutter contre le vieillissement démographique** en soutenant la natalité, l'activité volontaire des seniors et la solidarité entre générations.
- ◆ **Mettre en place des inspections** régulières afin de mieux vérifier la qualité des services dans les maisons de retraite et de protéger nos aînés.
- ◆ **Instaurer des statistiques migratoires et ethniques.**
- ◆ **Soumettre les parcours de transition à un contrôle médical, psychologique et éthique strict**, avec suivi obligatoire, délais de réflexion renforcés et interdiction de toute intervention irréversible.
- ◆ **Limitation de l'avortement** et le retirer de la Constitution.
- ◆ **Instaurer des statistiques migratoires et ethniques.**



Chaque berceau français est une victoire contre le déclin. Chaque famille qui choisit d'avoir un enfant de plus dit non à ceux qui voulaient nous remplacer et oui à la France de demain.

Ulysse Marchal

SOCIAL

- ◆ **Prioriser le CROUS pour les Français.**
- ◆ **Abroger** la loi Solidarité et renouvellement urbain (SRU).
- ◆ **Réserver aux Français**, en priorité les plus modestes, l'attribution des logements sociaux.
- ◆ **Ne reconnaître que la notion de sexe** et non de « genre » dans le droit français.
- ◆ **Lutter contre l'isolement des personnes âgées** vulnérables avec des réseaux de visite.
- ◆ **Une structure nationale chargée** de promouvoir et de développer les loisirs des travailleurs.
- ◆ **Ajuster la fiscalité et certaines retraites** afin de rétablir l'équité, d'améliorer le niveau de vie et de renforcer l'efficacité budgétaire de l'État.
- ◆ **Renforcer l'encadrement des allocations sociales** afin de les réserver strictement aux ressortissants français.

- ◆ **Améliorer les conditions de vie** et de travail étudiant.
- ◆ **Mettre fin aux organisations** néfastes à la nation.
- ◆ **Classer les mouvements antifascistes comme groupes terroristes.**
- ◆ **L'euthanasie** sera qualifiée de meurtre.
- ◆ **Tous les squatteurs** seront expulsés des logements par la police.
- ◆ **Priorité fondamentale pour les agriculteurs français** face aux agriculteurs étrangers.
- ◆ **Priorité absolue aux citoyens nationaux** pour tous les emplois publics.
- ◆ **Améliorer nos relations avec les pays arabes.**
- ◆ **Limiter la Gay Pride** et mieux l'encadrer.
- ◆ **Dépénaliser le niveau de violence équivalent** en cas de légitime défense.
- ◆ **Se préparer à sortir d'une dépendance aux GAFA** et aux géants américains.
- ◆ **Rendre obligatoire l'écoute du battement de cœur du fœtus avant toute interruption volontaire de grossesse**, afin de garantir une décision pleinement éclairée.

- ◆ **Mieux rembourser les soins essentiels** en supprimant les abus et les dépenses inutiles du système de santé, comme les fraudes à la Sécurité sociale, la bureaucratie excessive et les achats hospitaliers mal négociés, puis en réinvestissant 20 milliards d'euros supplémentaires dans la santé vitale.
- ◆ **Création de l'ONME** (Organisation nationale de la maternité et de l'enfance), un organisme d'assistance destiné aux mères et aux jeunes enfants pauvres ou en difficulté.
- ◆ **Supprimer les quotas de sexe dans les entreprises publiques** et laisser les entreprises privées recruter librement selon leurs besoins et les compétences.
- ◆ **Rendre les transports en commun (bus, metro) gratuits** dans toutes les villes le week-end et moins chers le reste du temps.
- ◆ **Financer et développer la recherche** médicale, technologique, militaire, spatial et infrastructurelle afin de défendre l'intégrité du pays, d'améliorer la qualité de vie des Français et de garantir à la France une avance sur le plan international.
- ◆ **Créer des coopératives ouvrières** de branche pour proposer alimentation, logement et services essentiels à prix réduit aux travailleurs.
- ◆ **Lutter fermement contre le harcèlement** scolaire, les agressions gratuites et les humiliations publiques, afin de protéger les jeunes, les personnes âgées, les femmes et toutes les personnes vulnérables.



- ◆ **Mettre en place un panier alimentaire** français à prix réduit pour les foyers modestes, afin de soutenir le pouvoir d'achat, les agriculteurs français et l'alimentation locale.
- ◆ **Interdire les transitions sexuelles** pratiquées sur des mineurs.
- ◆ **Rendre gratuits tous les toilettes publics** aujourd'hui payants.
- ◆ **Réduire le pouvoir des régions au profit des départements et de l'État**, afin de renforcer la cohésion nationale, d'améliorer la gestion locale et d'alléger la bureaucratie. Les grands pouvoirs stratégiques comme l'industrie, les aides économiques et l'aménagement du territoire seront rendus à l'État, tandis que les missions de proximité comme les lycées, les routes locales et l'aide aux communes seront confiées aux départements, plus proches des habitants...
- ◆ **Garantir la continuité des contrats**, salaires, loyers, pensions, crédits et livrets d'épargne en cas de transition monétaire, afin qu'aucun Français ne perde d'argent (Par garantie juridique).
- ◆ **Financer cette mesure par les remboursements obligatoires**, majorés d'un pourcentage supplémentaire selon la gravité des faits, par les sanctions financières contre les établissements fautifs et par une contribution exceptionnelle des grands groupes privés d'EHPAD.
- ◆ **Mettre en place des mesures fortes pour inciter les jeunes médecins à débiter dans les déserts médicaux.**

- ◆ **Récompenser concrètement les Français qui travaillent**, se forment ou servent la nation, par des aides utiles et simples, sans encourager l'assistanat.
- ◆ **Imposer un minimum de produits français**, locaux et de saison dans les cantines publiques, avec des prix accessibles pour les familles.
- ◆ **Créer des caisses sociales par corporations de métier** afin d'aider les travailleurs, apprentis, familles et retraités modestes, tout en récompensant l'effort et le service rendu à la nation.
- ◆ **Faire des entreprises nationalisées un outil de puissance nationale** : leurs bénéfices serviront à récompenser les travailleurs, moderniser les secteurs stratégiques et renforcer l'État, dans l'intérêt supérieur de la France.
- ◆ **Valoriser les inventions financées par l'État** en les louant sous licence aux entreprises françaises, afin que les brevets publics rentables rapportent directement de l'argent à la France.
- ◆ **Garantir aux Français handicapés une aide nationale concrète** : lieux publics, transports, écoles et administrations adaptés avec rampes, braille, annonces sonores et accompagnement humain.
- ◆ **Renforcer les Outre-mer** par la sécurité, les infrastructures, l'énergie et l'agriculture locale.

- ◆ **Mettre en place une politique d'honneur aux familles nombreuses**, avec avantages symboliques, accès facilité aux services publics locaux et soutien matériel renforcé.
- ◆ **Organiser des expositions nationales de l'industrie française**, pour montrer les réussites agricoles, artisanales, scientifiques, militaires, énergétiques et technologiques du pays.
- ◆ **Rendre le train gratuit pour les 18-25 ans** afin de faciliter leurs déplacements et de favoriser un transport écologique.
- ◆ **Fixer à 18 ans, au lieu de 15 ans**, l'âge minimal légal pour toute relation sexuelle avec un majeur, afin de mieux protéger les mineurs contre l'emprise, la pression et les abus.
- ◆ **Faire de la santé physique et mentale des Français une priorité nationale**, en renforçant la prévention, les bilans médicaux réguliers, le sport populaire, l'alimentation saine et la lutte contre les addictions, l'obésité et la malbouffe, afin de préserver un peuple fort, productif, autonome et capable de servir durablement la nation.
- ◆ **Garantir la protection des personnes âgées en maison de retraite** : tout établissement coupable de maltraitance, d'abus ou de négligence grave devra rembourser les préjudices physiques, matériels et financiers subis par les victimes, ainsi que les aides publiques reçues. (cf. inspections des maisons de retraites)

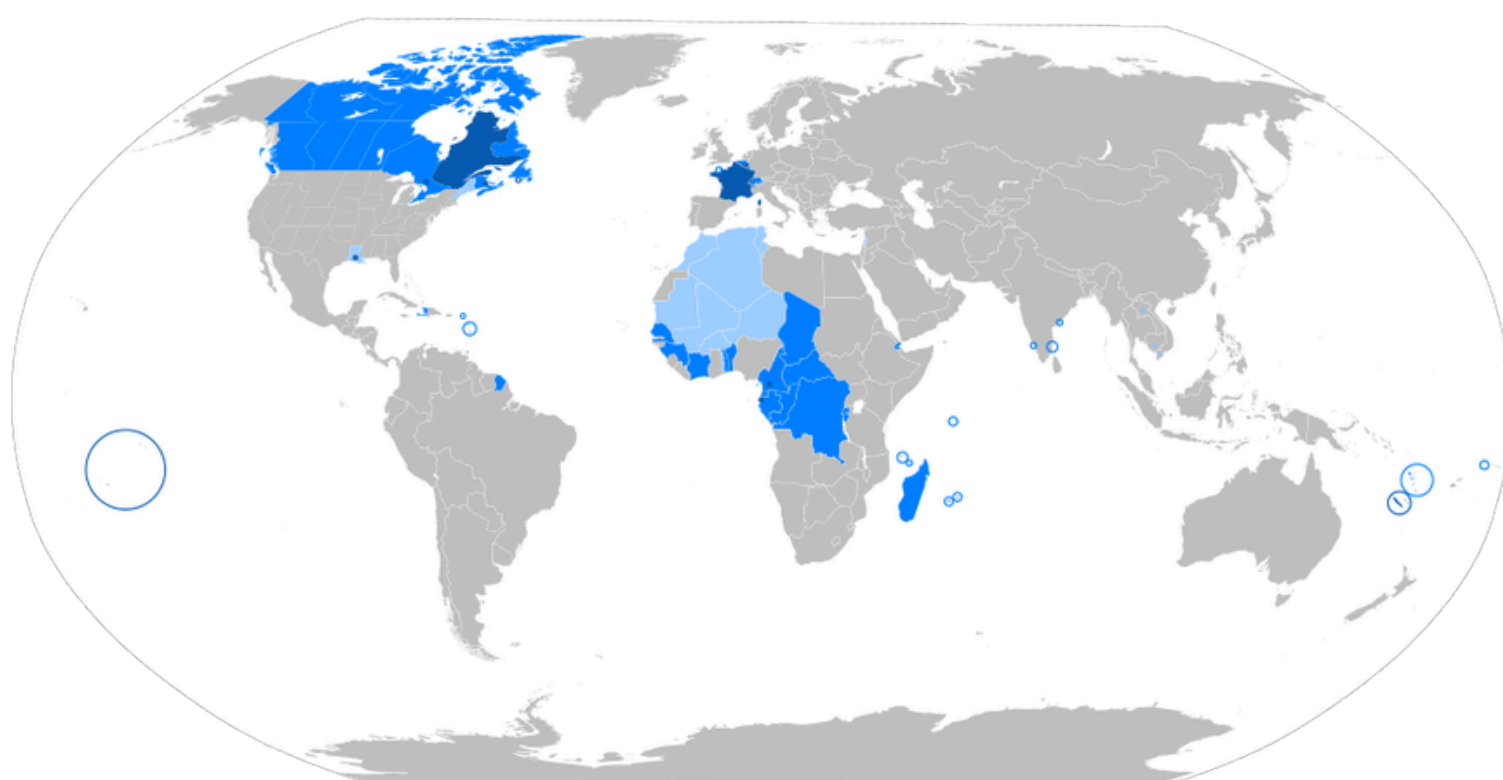


POLITIQUE EXTERIEURE

- ◆ **Cesser de reconnaître des gouvernements et des nations** illégitimes et néfastes (Israël, Taiwan...) à la France et à ses alliés.
- ◆ **Préparer progressivement l'indépendance** militaire de la France vis-à-vis de l'OTAN.
- ◆ **Sortie ou refonte** de l'Union Européenne et de la CEDH (limitation massive aux frontières...).
- ◆ **Baisse du soutien** aux conflits extérieurs (Ukraine, Israël...).
- ◆ **En cas de départ de l'Union Européenne**, retour au franc comme monnaie nationale.
- ◆ **Préparer sur le long terme les conditions d'une souveraineté monétaire française**, sans provoquer de rupture brutale ni de choc financier pour les ménages, les entreprises et l'épargne
- ◆ **Mettre en place une diplomatie économique offensive** chargée de décrocher des contrats, sécuriser l'accès aux matières premières, ouvrir de nouveaux marchés aux entreprises françaises et défendre systématiquement nos exportations stratégiques.

- ◆ **Avant tout retour au franc, la France préparera des accords commerciaux avec ses partenaires stratégiques** en utilisant le futur franc français, afin de renforcer la monnaie et d'éviter une forte dévaluation lors de la transition.
- ◆ **Avant de revenir au franc,** la France devra récupérer l'or qu'elle possède à l'étranger. Cet or servira de garantie pour donner confiance aux Français, protéger leur épargne et rendre la nouvelle monnaie plus solide.
- ◆ **Renégocier nos accords avec l'Afrique francophone** pour garantir à la France un accès prioritaire aux matières premières stratégiques, en échange d'une aide militaire, technologique et infrastructurelle directe.
- ◆ **Faire de l'industrie militaire française le fournisseur prioritaire de nos alliés,** grâce à une diplomatie offensive portée par nos ambassades.
- ◆ **Créer une alliance méditerranéenne indépendante** de l'UE et de l'OTAN, dirigée par la France, pour renforcer notre sécurité, notre énergie, notre commerce et notre influence.
- ◆ **Confisquer les biens des personnes condamnées** pour haute trahison ou corruption au profit d'intérêts étrangers, afin de financer la défense, les infrastructures et les services publics français.

- ◆ **Lutter à l'échelle mondiale** contre la pêche illégale et la déforestation clandestine.
- ◆ **Faire contribuer les Français de l'étranger au budget national**, avec un prélèvement organisé depuis leur pays de résidence et reversé à la France, sans double imposition ni pression sur les revenus modestes.
- ◆ **Préparer un nouveau franc stable et crédible**, pensé pour protéger l'épargne, rassurer les investisseurs et renforcer la souveraineté monétaire française.
- ◆ **Attirer les investisseurs utiles à la France** en garantissant un cadre économique stable aux projets qui produisent, innovent et créent des emplois sur le territoire national, tout en excluant les capitaux spéculatifs ou contraires aux intérêts français.
- ◆ **Garantir la place dominante du commerce français** dans toute la francosphère, en favorisant les entreprises, produits et services français dans les échanges économiques, culturels et stratégiques.



- ◆ **Mettre en place un pacte méditerranéen d'investissements, dirigé par la France**, pour financer les infrastructures stratégiques des pays partenaires, tout en favorisant les entreprises françaises et l'autonomie régionale.
- ◆ **Créer une Académie méditerranéenne d'influence française**, chargée de former des étudiants, diplomates, cadres administratifs et jeunes responsables des pays partenaires à la langue française, au droit, à la stratégie, à la gestion publique et aux grands enjeux géopolitiques régionaux, afin de faire de la France le centre intellectuel, diplomatique et culturel de l'espace méditerranéen.
- ◆ **Adopter une doctrine d'indépendance stratégique active**, refusant toute dépendance automatique envers les grandes puissances étrangères, tout en construisant des alliances régionales choisies, notamment en Méditerranée, afin de renforcer l'influence française, défendre nos intérêts économiques et sécuritaires, et faire de la France une puissance d'équilibre souveraine.
- ◆ **Quitter l'OCDE et créer l'ANS** (l'Alliance des Nations Socialiste), pour garder une coopération utile entre États contre la fraude fiscale, la corruption et l'évasion des richesses, sans subir les recommandations libérales ou mondialistes. Cette alliance défendra la souveraineté économique, la réindustrialisation nationale et le droit de chaque nation à protéger ses richesses.

- ◆ **Refonder l'Union européenne pour en faire une Europe des nations souveraines.** La France devra reprendre le contrôle de ses frontières, de son immigration, de ses lois, de son énergie et de son économie. Si Bruxelles refuse cette refonte, la France préparera une sortie progressive et maîtrisée de l'Union européenne.
- ◆ **Instaurer un non-alignement français,** en mettant fin à l'alignement automatique sur les États-Unis et l'OTAN. La France devra décider seule de ses alliances, sanctions et interventions, uniquement selon son intérêt national, sa sécurité et sa souveraineté.
- ◆ **Reconnaître officiellement l'État de Palestine et défendre le droit du peuple palestinien à vivre librement,** en sécurité et dans la dignité, tout en soutenant une paix juste et durable au Proche-Orient conforme à l'intérêt national français.

DIVERS



- ◆ **Interdiction pour les maires** de rebaptiser des rues avec des noms étrangers ou idéologiques contraires à l'histoire de France.
- ◆ **Obligation d'avoir un drapeau français** visible dans chaque école, mairie et bâtiment public et interdiction d'y arborer un autre drapeau (à part les drapeaux et les blasons locaux.).
- ◆ **Remise en place des anciennes régions.**
- ◆ **Suppression des subventions** aux œuvres qui dénigrent la France, son histoire ou ses valeurs et les blasphématoires.
- ◆ **Œuvrer pour la protection** des minorités chrétiennes persécutées dans le monde.
- ◆ **Créer un statut simplifié pour les petits artisans, producteurs et commerçants locaux**, avec démarches réduites et charges allégées au démarrage, afin de soutenir l'emploi et les villages.
- ◆ **Installer des boîtes à livres** dans les mairies, gares et lieux publics volontaires, afin d'encourager la lecture, le lien local et l'accès gratuit à la culture.

- ◆ **Soutien renforcé aux sports nationaux et aux clubs locaux**, afin de développer la cohésion sociale et la fierté nationale.
- ◆ **Développement massif du tourisme intérieur**, avec des aides pour encourager les Français à découvrir et valoriser les régions de leur propre pays.
- ◆ **Plan national de protection des savoir-faire et métiers traditionnels** (artisanat, gastronomie, métiers d'art) pour préserver l'identité culturelle et économique française.
- ◆ **Développement d'un grand plan de restauration des villages et centres historiques** afin de préserver l'architecture et l'identité des territoires.
- ◆ **Mise en place d'une politique nataliste**, avec aides et avantages fiscaux pour les familles nombreuses afin de renforcer la démographie nationale.
- ◆ **Développement d'un réseau de refuges de montagne et de campagnes**, pour encourager la découverte et la protection des paysages français.
- ◆ **Prioriser le logement des sans-abri**, en mettant en place un plan national de réquisition et de rénovation de logements vacants afin d'offrir un toit durable aux personnes vivant dans la rue et de favoriser leur réinsertion sociale.
- ◆ **Rétablir à 90 km/h la vitesse maximale** par défaut sur les routes limitées à 80 km/h.

- ◆ **Rétablir un service postal dans chaque commune**, y compris les villages ruraux, en s'appuyant sur La Poste, les mairies, les commerces locaux et les maisons France Services, afin qu'aucun territoire ne soit abandonné sans coût public excessif.
- ◆ **Restaurer les châteaux et monuments abandonnés**, pour créer des emplois locaux et renforcer le tourisme.
- ◆ **Donner la priorité au fabriqué en France dans les marchés publics**, afin que l'argent public profite d'abord à l'économie française.
- ◆ **Rouvrir progressivement les anciennes lignes ferroviaires les plus stratégique**, pour mieux relier les territoires ruraux aux grandes villes.
- ◆ **Créer un prix national de l'innovation française**, pour récompenser les chercheurs, artisans et entreprises qui font rayonner la France.
- ◆ **Créer un plan rentable de restauration du patrimoine**, financé par le mécénat, le tourisme et les collectivités, pour restaurer les villages, châteaux et monuments sans alourdir le budget de l'État.
- ◆ **Garantir aux PME, artisans et indépendants une liberté encadrée par les corporations**, afin de soutenir l'emploi, la production locale et l'intérêt national.

- ◆ **Instaurer une contribution écologique sur les vols intérieurs remplaçables par le train**, afin de décourager les trajets aériens courts en métropole, de réduire la pollution et de faire contribuer ce secteur au financement des mobilités nationales.
- ◆ **Moderniser les infrastructures publiques sans défigurer l'identité française**, en imposant que toute rénovation urbaine nécessaires, administrative ou locale respecte l'architecture traditionnelle, les matériaux adaptés aux territoires, les centres anciens et le patrimoine historique avec de nouvelle technologie adapté.
- ◆ **Réviser et supprimer les dispositifs internes qui affaiblissent** la souveraineté nationale, l'autorité de l'État, l'identité française et la priorité donnée aux citoyens, à la production et à la culture françaises.
- ◆ **Instaurer une taxe de 0,5 % sur les transferts d'argent vers l'étranger** effectués depuis la France, reversée en partie au financement de la vie politique nationale, en complément des contrôles douaniers déjà existants.
- ◆ **Sortir progressivement de la dépendance au dollar** en remplaçant les importations d'énergie par une production nationale et des contrats stratégiques payés en euro/franc via une banque publique française.
- ◆ **Créer des salles de sport accessibles, gérées par les communes**, avec des abonnements abordables pour tous, afin de renforcer la santé, la discipline et la cohésion sociale.

- ◆ **Développer une souveraineté française dans l'intelligence artificielle**, en finançant la recherche, les entreprises nationales, les supercalculateurs et les usages stratégiques de l'IA dans l'industrie, la défense, la santé et l'administration.
- ◆ **Créer des Maisons du devoir national dans chaque département, réunissant communes**, associations, œuvres caritatives et corporations pour aider les familles, les anciens et les travailleurs en difficulté, tout en renforçant la solidarité, la discipline civique et l'esprit national.
- ◆ **Transformer la recherche française en puissance industrielle**, en reliant laboratoires, universités et entreprises pour convertir les découvertes nationales en brevets, productions et emplois en France.
- ◆ **Valoriser les chercheurs travaillant en France**, par de meilleurs salaires, carrières et moyens de recherche, afin de retenir les talents et transformer la science en puissance nationale.
- ◆ **Renforcer les contrôles alimentaires** afin de garantir une nourriture saine et traçable, et interdire tout aliment ou chaîne de restauration gravement nocif pour la santé.
- ◆ **Mieux prendre en charge la santé mentale**, avec plus d'accès aux psychologues, à la prévention du suicide et à la lutte contre les addictions.

- ◆ **Soutenir les familles françaises** avec plus de crèches, d'aides aux parents travailleurs et de protection pour les foyers modestes.
- ◆ **Aider les jeunes actifs**, travailleurs modestes et familles françaises à se loger, en rénovant les logements vides et en facilitant l'accès à la propriété.
- ◆ **Soutenir les médias locaux**, le cinéma français et les œuvres qui valorisent l'histoire, la langue et l'identité nationale.
- ◆ **Protéger les données des Français** et développer des outils numériques nationaux pour réduire la dépendance aux géants étrangers.
- ◆ **Garantir des prix justes aux agriculteurs** français pour protéger nos fermes et notre indépendance alimentaire.
- ◆ **Faciliter l'entrée des jeunes Français dans la vie active** par le permis, l'apprentissage et les formations utiles.
- ◆ **Défendre les agriculteurs français** par des prix justes, moins de normes inutiles et la protection des terres agricoles.
- ◆ **Réformer le financement du cinéma français** pour soutenir en priorité la qualité des scénarios, la formation des jeunes talents, la diversité des genres (cinématographique), la modernisation des salles, l'exportation des films et l'accès du public, afin de produire un cinéma plus populaire, créatif, rentable et reconnu à l'international.

- ◆ **Créer un véritable tableau de bord administratif unique, relié à FranceConnect**, permettant à chaque citoyen de suivre en un seul endroit toutes ses démarches auprès de l'État, leurs délais, les pièces manquantes, les réponses reçues et les recours possibles.
- ◆ **Dissoudre sans délai** toute organisation reconnue par la justice comme violente, terroriste, insurrectionnelle ou portant atteinte aux intérêts fondamentaux de la Nation, avec interdiction de se reformer sous un autre nom et sous contrôle strict de l'autorité judiciaire.
- ◆ **Créer dans les communes un service de prêt d'objets** utiles du quotidien, gratuit ou peu cher, pour aider les familles et réduire le gaspillage.
- ◆ **Installer des fontaines d'eau potable gratuites** dans les lieux publics pour améliorer le confort et réduire les bouteilles plastiques.
- ◆ **Imposer une préférence culturelle française dans les médias publics**, avec davantage d'histoire nationale, de littérature française, de cinéma français et de musique française.
- ◆ **Garantir un État fort** mais contrôlé, avec des recours simples contre les abus administratifs.

- ◆ **Créer un calendrier officiel de cérémonies civiques dans les écoles**, mairies et services publics pour honorer les grandes dates françaises, les anciens combattants, les travailleurs essentiels et les héros locaux, afin de renforcer l'unité nationale sans répéter simplement l'hymne ou le drapeau déjà présents dans le programme.
- ◆ **Créer une liste nationale de produits stratégiques que la France doit pouvoir produire seule en cas de crise** : médicaments, pièces industrielles, composants militaires, machines agricoles, outils numériques essentiels et matériaux critiques. L'État aiderait uniquement les entreprises capables de remplacer une dépendance étrangère réelle.
- ◆ **Faire de la santé des Français une priorité nationale**; prévention, bilans médicaux, santé mentale, sport populaire, alimentation saine, lutte contre les addictions et les déserts médicaux, afin de garantir à chacun une vie plus digne.
- ◆ **Limiter ou interdire les produits et boissons les plus néfastes pour la santé des Français**, notamment ceux trop chargés en sucre, additifs ou graisses transformées, afin de protéger la santé publique et encourager une alimentation plus saine.



LAÏCITÉ



La laïcité n'est pas l'effacement du religieux mais la protection de l'âme de la France, façonnée par deux millénaires de christianisme.

- ◆ **L'État reconnaît le rôle fondateur du catholicisme** dans l'histoire, le droit, la langue et la culture française.
- ◆ **Les fêtes chrétiennes** (Noël, Pâques, Toussaint, Assomption...) sont protégées et mises en valeur dans l'espace public et inscrites dans la constitution.
- ◆ **Les monuments religieux historiques** bénéficient d'une protection et d'un financement prioritaire de l'État.
- ◆ **Toutes les religions peuvent être pratiquées librement**, tant qu'elles respectent les lois françaises, la paix civile et les valeurs communes de la nation.
- ◆ **Retour de l'apprentissage religieux à l'école.**
- ◆ **Les coutumes et lois religieuses** étrangères contraires aux valeurs françaises sont interdites.
- ◆ **Sanctionner sévèrement les discours religieux appelant à la haine, à la violence ou au séparatisme.**

- ◆ **Promouvoir un dialogue entre religions** au service de la paix civile, de l'unité nationale et du respect des traditions françaises.
- ◆ **Interdire le blasphème public.**
- ◆ **Défendre la liberté de culte** : garantir à chaque Français le droit de pratiquer sa religion dans le respect des lois, de l'ordre public et de l'unité nationale.
- ◆ **Créer un ministère chargé de la défense des religions**, afin de protéger la liberté de culte, prévenir les persécutions antireligieuses et préserver le patrimoine spirituel et culturel de la nation.
- ◆ **La religion ne devra jamais diriger l'État**, les institutions ou les lois. Les cultes resteront soumis à l'État français et aux lois de la nation. Le TND veut toutefois rappeler l'importance de la religion dans l'histoire, la culture et les valeurs de la France, surtout ses racines chrétiennes, sans jamais créer de théocratie.
- ◆ **Créer un fonds national pour sauver nos églises**, financé par les revenus touristiques et commerciaux des grands sites religieux. Les messes, prières et dons ne seront jamais taxés. L'argent servira uniquement à restaurer nos églises, chapelles et monuments religieux.



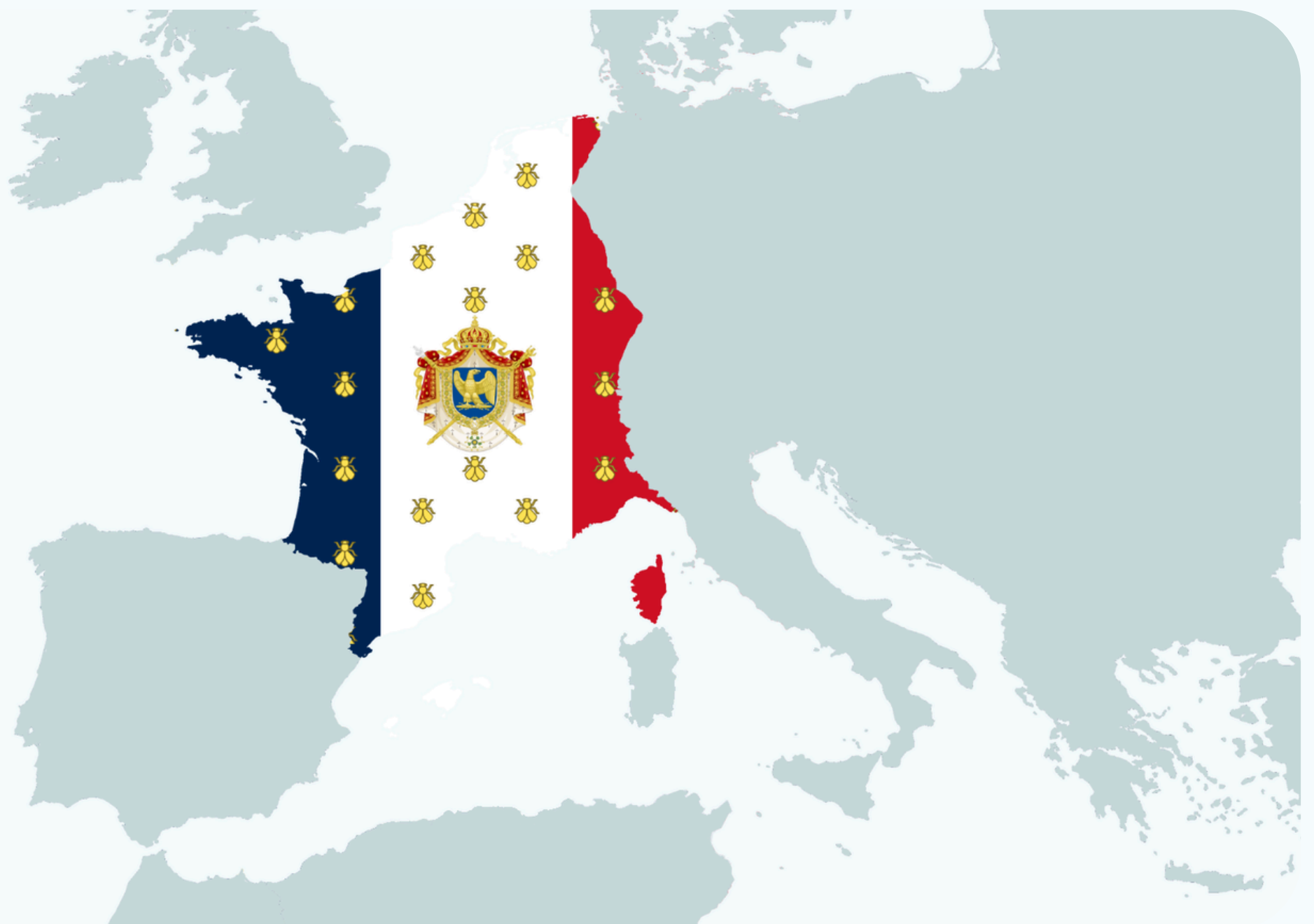
ZONE D'INFLUENCE



Nous mettrons en place une large zone d'influence sous contrôle français dans nos frontières naturelles.

Ce projet vise à redonner à notre nation la place qui lui revient, en sécurisant nos frontières et en consolidant notre influence. En s'appuyant sur nos frontières naturelles, les mers, les montagnes et les fleuves qui nous protègent depuis des siècles nous établirons un espace unifié où la France pourra exercer pleinement son rôle de garant de la stabilité, de la prospérité et de la défense.

Cette zone inclura des régions stratégiques comme le Benelux, la Rhénanie, le Piémont, la Catalogne, la Suisse romande et les îles Baléares, intégrées au sein d'un réseau commun de décisions politiques, économiques et militaires.



Le temps est venu de choisir entre le déclin et le sursaut.

Ce programme incarne une volonté ferme : redonner à la France sa puissance, son indépendance et sa fierté.

Il ne s'agit pas d'un simple catalogue de mesures, mais d'un projet cohérent et assumé, au service d'un seul objectif : rendre le peuple français maître de son destin.

Nous savons que ces propositions exigent du courage, de la clarté et la fin des compromis qui affaiblissent la nation depuis des décennies.

Mais c'est seulement en assumant ces choix forts que nous pourrons reconstruire une société où la sécurité est garantie, le travail valorisé, la souveraineté respectée et l'identité préservée.

Aux Françaises et aux Français qui refusent la fatalité, qui veulent transmettre à leurs enfants un pays digne de son histoire et prêt à affronter l'avenir, nous disons : votre engagement est la clé de ce renouveau.

Ensemble, donnons à la France les moyens d'être forte, prospère et souveraine. Ensemble, écrivons une nouvelle page de notre histoire nationale.

Pour la France. Pour notre peuple. Pour notre avenir.



www.tndparti.fr

Parti des Travailleurs Nationaux de Droite

TND



— POUR UNE FRANCE —

FORTE ET SOUVERAINE